

**PROGRAMME AGRICULTURE –  
GESTION DES RESSOURCES NATURELLES**  
*« Wula Nafaa »*

**RAPPORT D'ÉTUDE SUR LES LOIS ET  
PRATIQUES D'EXPLOITATION DU VENE, DE  
LA GOMME MBEP ET DU PAIN DE SINGE  
ET PERSPECTIVES A UNE GESTION DURABLE  
DE CES RESSOURCES**

Consultant: Emilien Du

Soumis par:

International Resources Group (IRG)  
1211 Connecticut Avenue, NW · Suite 700  
Washington, DC 20036 · United States  
Tel: 202-289-0100 · Fax: 202-289-7601  
[www.irgltd.com](http://www.irgltd.com)

Soumis à:

USAID/Sénégal  
2 Avenue Abdoulaye Fadiga  
Dakar, Sénégal



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



**CLUSA**

 Winrock International



International Resources Group

# SOMMAIRE

---

1	Introduction.....	1
2	Méthodologie.....	2
	2.1 Etude Bibliographique.....	2
	2.2 Recherche sur le Terrain.....	3
3	Cadre Législatif.....	4
	3.1 Textes sur la Décentralisation.....	4
	3.2 Code Forestier.....	5
	3.2.1 L'Exploitation Forestière.....	6
4	Cas du Bois de Vène, de la Gomme Mbepp et du Pain de Singe.....	8
	4.1 Détermination de la Catégorie des Produits.....	8
	4.2 Règles Concernant l'Exploitation de ces Produits.....	8
	4.2.1 Le Bois de Vène.....	8
	4.2.2 La Gomme Mbepp.....	10
	4.2.3 Le Pain de Singe.....	10
5	L'Exploitation Pratiquée.....	12
	5.1 Le Bois de Vène.....	12
	5.1.1 Organisation de la Filière.....	12
	5.1.2 L'Exploitation.....	12
	5.1.3 La Circulation du Produit.....	13
	5.1.4 Permis de Dépôt.....	13
	5.2 Le Pain de Singe.....	14
	5.2.1 Organisation de la Filière.....	14
	5.2.2 L'Exploitation.....	14
	5.2.3 La Circulation du Produit.....	14
	5.2.4 Le Permis de Dépôt.....	15
	5.3 La Gomme Mbepp.....	16
	5.3.1 Organisation de la Filière.....	16

**Programme Agriculture – Gestion des Ressources Naturelles :  
Rapport d’Etude sur les Lois et Pratiques d’Exploitation du Vène, de la Gomme Mbepp  
et du Pain de Singe et Perspectives a une Gestion Durable de ces Ressources**

---

5.3.2	L’Exploitation.....	16
5.3.3	La Circulation du Produit.....	17
5.3.4	Le Permis de Dépôt.....	17
6	Problèmes de Gestion et d’Exploitation de ces Ressources / Démarches à Entreprendre.....	18
6.1	Bois de Vène.....	18
6.1.1	Problèmes d’Ordre Juridique.....	18
6.1.2	Problèmes d’Ordre Organisationnel.....	20
6.1.3	Problèmes sur le Plan Financier.....	21
6.1.4	Opportunités à Valoriser.....	22
6.2	Gomme Mbepp.....	22
6.2.1	Problème d’Ordre Juridique.....	22
6.2.2	Problèmes d’Ordre Organisationnel.....	23
6.2.3	Problèmes sur le Plan Financier.....	24
6.2.4	Opportunités à Valoriser.....	24
6.3	Le Pain de Singe.....	24
6.3.1	Problèmes d’Ordre Juridique.....	24
6.3.2	Problèmes d’Ordre Organisationnel.....	24
6.3.3	Problèmes sur le Plan Financier.....	24
6.3.4	Opportunités à Valoriser.....	25
6.4	Problèmes d’Ordre Général.....	25
6.4.1	Problèmes d’Ordre Juridique.....	25
6.4.2	Problèmes d’Ordre Organisationnel.....	26
6.4.3	Problèmes sur le Plan Financier.....	27
7	Conclusion.....	29
	Annexe 1 : Questionnaire Menuisier.....	30

# 1 INTRODUCTION

---

Le projet Agriculture et Gestion des Ressources Naturelles dit « Wula Nafaa » est cofinancé par le gouvernement Sénégalais et l'USAID (United States Agency for International Development). Il a pour but de promouvoir une gestion intégrée, décentralisée et participative des ressources naturelles pour lutter contre la pauvreté et pour favoriser un développement local durable. Ces objectifs seront obtenus par une gestion décentralisée plus rationnelle et plus durable des ressources naturelles et par la promotion de produits forestiers et d'une agriculture non traditionnelle.

Pour développer une gestion intégrée, décentralisée et participative des ressources naturelles le projet s'appuie sur les textes de décentralisation transférant un certain nombre de compétences aux collectivités locales dont celle de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles. Le transfert de cette compétence est d'autant plus important pour la région de Tambacounda que l'agriculture, les activités de cueillette et l'exploitation forestière représentent la majorité des activités effectuées par la population rurale. Conscient de leurs importances, le projet « Wula Nafaa » a sollicité cette étude pour analyser les lois et les pratiques d'exploitation de trois types de produits forestiers porteurs dans la région de Tambacounda. Ces produits sont le bois de vène (*Pterocarpus erinacens*), la gomme du Lalo Mbep ( *Sterculia setigera*) et le fruit du baobab (*Adansonia digitata*). En effet ces produits ont une grande importance dans cette région comme le signal Dieng dans ses travaux<sup>1</sup>. Il est nécessaire d'effectuer une gestion durable pour pérenniser la ressource et pour maintenir sa contribution à l'économie locale. Suite à une analyse comparative des lois et des pratiques actuelles, ce travail devra faire apparaître les problèmes d'ordre juridique, financier et organisationnel de ces trois filières tout en proposant un certain nombre de solutions appropriées au contexte socio-économique.

Tout d'abord, la méthodologie de recherche des informations est décrite, secondairement un rappel concernant le contexte juridique structurant la gestion des espaces forestiers est effectué en décrivant succinctement les textes de décentralisation et le code forestier. Ensuite, les modalités d'exploitation de ces produits forestiers sont développées. Puis une évaluation des pratiques effectuées sur le terrain est réalisée afin de voir leur conformité avec la réglementation établie. Pour finir, les points favorisant et limitant une bonne gestion des ressources sont énumérés tout en préconisant un certain nombre de démarches à entreprendre pour améliorer la gestion et l'exploitation de ces produits forestiers.

---

<sup>1</sup> La gomme Mbep et le pain de singe sont les deux produits forestiers non ligneux dont les productions sont les plus importantes dans la région de Tambacounda (d'après Dieng 2001 « *Calcul des estimateurs de Principaux Résultats des Enquêtes sur la Valorisation des Produits Forestiers non Ligneux dans les Régions de Tambacounda et de Kolda* »)

# 2 MÉTHODOLOGIE

---

Les recherches sur le terrain ainsi que les études bibliographiques ont constitué les méthodes d'investigations privilégiées en vue d'obtenir les résultats escomptés. Ces recherches ont été effectuées de février à mars 2004. D'autres informations complémentaires recueillies au cours du mois de novembre 2003 (Questionnaire auprès des menuisiers de la ville de Tambacounda) ont également été exploitées.

## 2.1 Etude Bibliographique

L'étude bibliographique a été effectuée à l'aide des documents présent au projet Ag/GRN.

- ◆ Code Forestier.
- ◆ Textes de décentralisation.
- ◆ Bilan de la campagne d'exploitation forestière 2003.
- ◆ Décret N°2000.217 portant révision de l'article 3 du Décret N°96-572 du 09/07/1996 fixant les taxes et redevances en matière d'exploitation forestière.
- ◆ Synthèse de l'étude sur les retombées financières de l'exploitation forestière pour les collectivités locales (Draft d'octobre 2003) préparé par DGLFelo pour ARD, Inc.
- ◆ Arrêté fixant les modalités d'organisation de la campagne d'exploitation forestière 2004.
- ◆ Rapport final SIEF (Système d'Information Ecologique, Forestier et Pastoral) du PROGEDE et consultation de la banque de donnée concernant les inventaires forestiers effectués dans la zone d'intervention du PROGEDE pour la région de Tambacounda.
- ◆ Etude de cas sur les relations du pouvoir le long de la filière des produits forestiers non ligneux par Alioune Dieng, Oumar Diop et Babacar Faye pour ISRA (Institut Sénégalaise de Recherche Agricole).
- ◆ Analyse financière des filières forestières et agricoles de la région de Tambacounda par Astou Sene et Cheikh Mbacke Ndione pour le projet Ag/GRN.
- ◆ What is decentralized in Senegal's forestry laws? A reading of the Code by Jesse C. Ribot.
- ◆ Synthèse de la documentation sur les filières forestières, fauniques et agricoles pertinentes pour le programme « Wula Nafaa » préparé par Brook Johnson et Bineta Coly Guiye.
- ◆ Code local relatif à l'organisation des populations et aux modalités de gestion de la Forêt classée de Paniates.

## **2.2 Recherche sur le Terrain**

Les enquêtes sur le terrain ont été effectuées dans la ville de Tambacounda pour une question de disponibilité et de gain de temps.

- ◆ Questionnaire effectué auprès de cinquante menuisiers installés dans la ville de Tambacounda (Voir annexe 1).
- ◆ Rencontre avec des gérants de scieries dans la ville de Tambacounda (visite de 7 scieries dans le quartier du Plateau).
- ◆ Rencontre avec l'Inspecteur Régional des Eaux et Forêts M. Babacar Faye et du responsable de la division aménagement et production forestière des Eaux et Forêts de la région de Tambacounda M. Samba Dia Tiapato.
- ◆ Rencontre avec M. Momar Mbaye responsable du volet agricole pour le Programme PROGEDE (Projet pour la gestion durable et participative des énergies traditionnelles et de substitution).
- ◆ Visite des forêts classées de Paniates et d'Ouli avec les responsables du volet Droits et Responsabilités du projet Ag/GRN et du responsable du sous secteur des Eaux et Forêts de Koussanar M. Niang Top.

# 3 CADRE LÉGISLATIF

---

Nous énumérons, ci dessous, les deux principaux éléments constitutifs structurant l'exploitation et la gestion des espaces forestiers. Il s'agit des textes sur la décentralisation et du code forestier.

## 3.1 Textes sur la Décentralisation

Le Sénégal, depuis 1996, a renforcé son processus de décentralisation par le transfert de compétences aux collectivités locales. La responsabilisation des communautés rurales dans la gestion de leurs ressources naturelles doit permettre de générer des ressources locales qui vont alimenter les caisses des collectivités, conforter leur autonomie, améliorer les conditions de vie de ses habitants... Le transfert de compétences a été renforcé par :

- ◆ La loi n° 96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales érige la région en collectivité locale.
- ◆ La loi n° 96-07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales.

Les compétences transférées aux trois niveaux administratifs que sont la région, la commune et la communauté rurale (ces trois administrations correspondent aux collectivités locales) regroupent neuf secteurs de compétences.

Ces secteurs sont les suivants :

- ◆ Domaine
- ◆ Environnement et gestion des ressources naturelles
- ◆ Santé, population et action sociale
- ◆ Jeunesse, sport et loisirs
- ◆ Culture
- ◆ Education
- ◆ Planification
- ◆ Aménagement du territoire
- ◆ Urbanisme et habitat

Au cours de cette étude nous prendront en considération les deux premiers secteurs que sont le secteur de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles et celui du domaine. Ces deux secteurs rentrent dans le cadre de l'exploitation et de la gestion des espaces forestiers.

Par la suite, il est fait référence à un certain nombre d'articles de lois pour comprendre l'ensemble des compétences transférées dans la gestion des espaces forestiers. Nous essayons également de voir si ces textes sont appliqués et quels sont leurs impacts sur la gestion des ressources naturelles.

## **3.2 Code Forestier**

L'exploitation des produits forestiers au Sénégal est régie par le Code Forestier. Pour répondre au mieux au transfert de compétence renforcé par les lois de 1996 concernant la décentralisation, une réforme du Code Forestier a été effectuée en 1998.

Les modifications stipulées d'après la loi n° 98/03 du 8 janvier 1998 (partie législative) du code forestier sont les suivantes :

- ◆ « Les collectivités locales ont le pouvoir de gestion des forêts situées hors du domaine forestier de l'état, ce dernier ayant aussi la faculté de confier à une collectivité locale, sur la base d'un protocole d'accord, la gestion d'une partie de son domaine forestier ».

A titre indicatif, le domaine forestier de l'état regroupe les zones classées comprenant les forêts classées, les réserves sylvo-pastorales, les périmètres de reboisement et de restauration, les parcs nationaux, les réserves naturelles intégrales et les réserves spéciales. Alors que les forêts communales et communautaires comprises dans la limite administrative des communes et des communautés rurales qui en ont la gestion sont considérées hors du domaine de l'état.

- ◆ « Les collectivités locales, au même titre que l'Etat, peuvent passer des contrats avec des personnes physiques ou morales sur le domaine forestier dont elles ont la gestion »
- ◆ « Les collectivités locales peuvent procéder au recrutement d'agents forestiers pour la surveillance des forêts relevant de leur compétence »
- ◆ « Toutefois, les droits d'exploitations reconnus aux collectivités locales s'exercent dans le respect des prescriptions des plans d'aménagement approuvés par l'Etat ».

Le Code Forestier établit les règles de gestion des espaces forestiers du domaine national (le domaine national regroupe les espaces forestiers du domaine de l'état et les espaces forestiers hors du domaine de l'état) et celles de l'exploitation des produits ligneux (les combustibles, les bois d'œuvres, les bois de service) et des produits non ligneux (produits de cueillettes, les fleurs, les fruits, les écorces, les exsudats, l'huile, le miel, les résines ...).

### 3.2.1 L'EXPLOITATION FORESTIÈRE

Il existe deux types d'exploitation forestière, l'une à titre individuelle et l'autre à but commerciale. Concernant l'exploitation de subsistance, celle-ci est gratuite sur un certain nombre de produits comme le stipule l'Article L.10 « *Dans les forêts du domaine national, les populations riveraines sont autorisées à exercer des droits d'usage portant sur :*

- ◆ *le ramassage du bois mort et de la paille*
- ◆ *la récolte des fruits, de plantes alimentaires ou médicinales, de gommages, de résines et de miel ;*
- ◆ *le parcours de bétail, l'émondage et l'ébranchage des espèces fourragères*
- ◆ *le bois de service destiné à la réparation des habitats »*

A l'inverse, l'exploitation à but commerciale est régie par les droits d'exploitation comme l'indique l'Article L.3 du Code Forestier « *L'exploitation commerciale de toute ressource forestière du domaine forestier national est assujettie au paiement préalable de taxes et de redevances, dans des conditions et formes définies par décret* » (Voir décret N°96-572 du 09/07/1996 fixant les taxes et redevances en matière d'exploitation forestière).

L'exploitation forestière à but commerciale est autorisée seulement dans les forêts hors du domaine de l'Etat et dans celles aménagées du domaine de l'Etat. C'est à dire les forêts gérées sur la base d'un plan d'aménagement (Exemple : Mise en place d'un processus de cogestion d'une forêt classée entre une communauté rurale riveraine et le service des Eaux et Forêts compétent. Dans ce cas les communautés rurales peuvent exploiter les ressources de la forêt classée dans un but commercial et dans le cadre d'une exploitation durable et rationnelle conforme au plan d'aménagement établi par la communauté rurale et approuvé par le service des Eaux et Forêts). Toutefois le directeur des Eaux et Forêts peut autoriser des opérations limitées d'exploitation dans les forêts non aménagées du domaine forestier de l'Etat comme le stipule l'Article L.77 du Code Forestier.

Les droits d'exploitation, à but commercial, divergent en fonction de la catégorie du produit. Il existe deux catégories, les produits contingentés et les produits non contingentés, décrites ci-dessous.

#### 3.2.1.1 Produits contingentés

Cette catégorie regroupe les produits comme le charbon de bois, le bois d'artisanat, le bois de service et le bois d'œuvre. Leurs droits d'exploitation nécessitent l'obtention d'une carte professionnelle et leur quantité exploitable sont limitée dans le temps.

L'exploitation de l'ensemble de ces produits forestiers est réservée aux organismes spécialisés agréés et la quantité à exploiter par année est fixée par un arrêté stipulant les modalités d'organisation de la campagne d'exploitation forestière. La répartition du quota national entre les organismes dans les régions ouvertes à l'exploitation forestière (c'est à dire la région de Tambacounda, Kolda et Ziguinchor) est faite par une commission nationale, désignée par le Ministre de l'Environnement et de l'Assainissement et présidée par le Directeur des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols. Par la suite la répartition du quota régional dans les différentes communautés rurales concernées est faite par la

Commission régionale d'attribution des quotas présidée par le Président du Conseil Régional. Cette répartition doit être faite au plus tard deux mois après la réunion de la Commission Nationale.

L'exploitation commerciale par les coopératives (les sociétés d'exploitation forestière, les Groupements d'Intérêt Economique et les Scieries) nécessite l'obtention d'un permis d'exploitation dont le montant varie suivant le produit. Ces organismes sont installés dans les zones d'exploitations prédéfinies par le chef du secteur des Eaux et Forêts, les chefs de village et par le Président du Conseil rural de la communauté rurale concernée.

### **3.2.1.2 Produits non contingentés**

La deuxième catégorie regroupe les produits non contingentés, c'est à dire les produits forestiers non ligneux et le bois de chauffe pour lesquels l'exploitation à titre commercial n'est pas limitée par les deux points précédents. Cependant l'exploitation commerciale comme pour les produits contingentés requiert le paiement de taxe et de redevance dont le montant varie également suivant le produit.

### **3.2.1.3 Taxes et redevances nécessaire à l'exploitation forestière**

L'exploitation, au Sénégal, de toutes les ressources forestières du domaine national est assujettie au paiement préalable de taxes et de redevances. Leurs montants varient suivant les produits.

Le règlement de ces taxes et redevances ne se fait pas obligatoirement au niveau de l'Inspection Régional des Eaux et Forêts, il peut s'effectuer au niveau des postes forestiers locaux ou il existe des caisses intermédiaires des recettes.

Il existe deux types de recettes, les recettes domaniales regroupant les taxes et les redevances et les recettes contentieuses regroupant les amendes, confiscations, restitutions, dommages-intérêts et contraintes. Il est prévu par la loi que 70% des recettes contentieuses effectuées sur le domaine forestier d'une collectivité locale dans laquelle l'infraction a été relevée lui soit reversée (Article R.64 du Code Forestier). Les recettes domaniales, quant à elles, sont versées au Fonds forestier national (FFN), il a pour but comme l'indique L'Article L.6 du Code Forestier de « ...contribuer à la mise en valeur des ressources forestières nationales. Il exécute ou encourage, par ses interventions, des actions de protection et de conservation des ressources forestières, fauniques et piscicoles, des actions de reboisement, ainsi que des actions de restauration des terrains dénudés sur lesquels s'exerce ou risque de s'exercer une érosion grave. »

La délivrance du permis d'exploitation est sous la responsabilité du service des Eaux et Forêts. Le service est contraint de vérifier la conformité de l'exploitation aux règles et le bon déroulement des exploitations.

De même l'obtention des permis de circulation et de dépôt sont sous la responsabilité du service des Eaux et Forêts.

# 4 CAS DU BOIS DE VÈNE, DE LA GOMME MBEPP ET DU PAIN DE SINGE

---

## 4.1 Détermination de la Catégorie des Produits

Tableau 1 : Nature du produit et quota d'exploitation pour le bois de vène, le pain de singe et la gomme Mbepp

Produits étudiés	Nature du produit	Quotas d'exploitation
Bois de vène	Contingenté	190 pieds / an *
Pain de singe	Non contingenté	Non limité
Gomme Mbepp	Non contingenté	Non limité

\* Cette quantité est celle attribuée à la région de Tambacounda, les deux autres régions Kolda et Ziguinchor, où l'exploitation est autorisée, ont des quotas différents. Kolda a pour quota 200 pieds / an et Ziguinchor a 130 pieds / an.

## 4.2 Règles Concernant l'Exploitation de ces Produits

### 4.2.1 LE BOIS DE VÈNE

#### 4.2.1.1 Modalité d'exploitation

- ◆ Exploitation du bois :
  - Elle n'est autorisée qu'aux organismes agréés et détenteurs de la carte professionnelle d'exploitant forestier (Article R.26 du Code Forestier)
  - Elle nécessite l'obtention d'un permis d'exploitation auprès du service des Eaux et Forêts (Article R.19 du Code Forestier). Ce permis peut être délivré auprès de l'Inspection Régional des Eaux et Forêts ou au niveau des bureaux forestiers des secteurs concernés. Pour la région de Tambacounda, 80% du nombre de pieds exploitables sont attribués à la chambre des métiers regroupant des organisations de menuisiers et 20% sont attribués aux particuliers. Les permis ne peuvent être acquis que par des exploitants de la région de Tambacounda ce qui permet de maintenir l'offre de bois de vène pour l'artisanat local
  - A l'exception des produits provenant de forêts aménagées, l'exploitation du bois de vène est effectuée dans le cadre des quotas de bois d'artisanat et se fait exclusivement sur des espèces de bois mort (Article 10 de l'arrêté fixant les modalités d'organisation de la campagne forestière 2004)
  - Le montant d'exploitabilité s'élève à 35.000 FCFA / pied
  - Le diamètre minimum d'exploitabilité est de 45 cm

- Concernant les sujets de bois mort dont le diamètre est inférieur à celui indiqué précédemment, le montant de la redevance est de 7.350 FCFA le stère. Un stère correspond à un volume de bois de 1m<sup>3</sup>.
- La durée de validité du permis d'exploitation est de 30 jours après son obtention
- ◆ Exploitation fourragère :
  - D'après l'article R.61 du Code Forestier, « les espèces partiellement protégées ne peuvent être abattues, ébranchées ou arrachées sauf autorisation préalable du service des Eaux et Forêts ». Le vène étant classé comme espèce partiellement protégée d'après l'article R.63 du Code Forestier cela implique une autorisation préalable du service des Eaux et Forêts pour son émondage (pratique ayant pour but d'élaguer les branches de l'arbre afin de fournir aux bétails du fourrage).

#### **4.2.1.2 Modalité de circulation**

- ◆ La circulation de produit forestier nécessite l'obtention d'un permis de circulation délivré sur présentation du permis d'exploitation. Sa délivrance est gratuite (Article R.22 du Code Forestier)
- ◆ La durée de validité du permis est fonction du trajet. Pour un trajet Tambacounda – Dakar, celle ci est de 24 heures pour éviter toute fraude. Toutefois sa durée ne peut excéder 72 heures

#### **Remarque :**

Pour la région de Tambacounda, le vène à l'état de matière première ne peut circuler en dehors de la région. En effet, le quota alloué doit permettre d'alimenter l'artisanat local. Cependant les meubles peuvent être transportés dans d'autres localités à condition que le transporteur soit muni du permis de circulation (délivré dans les mêmes conditions qu'indiquées ci dessus). L'article 13 de l'arrêté fixant les modalités d'organisations de la campagne forestière 2004 stipule « *le permis de circulation de mobilier de vène ne peut être délivré que sur présentation d'un titre d'exploitation forestière. Néanmoins, le chef de l'inspection régional des Eaux et Forêts peut, exceptionnellement, autoriser la circulation, à titre gratuit, de ces produits finis* ».

#### **4.2.1.3 Modalité de dépôt**

- ◆ Le permis de dépôt est délivré dans le cas où le stock ne puisse pas être transporté<sup>2</sup>
- ◆ Le permis de dépôt est délivré sur présentation soit du permis d'exploitation soit du permis de circulation. Sa délivrance est gratuite (Article R.24 du Code Forestier)
- ◆ Sa durée de validité est de 6 mois

---

<sup>2</sup> Nous verrons dans la partie 4.1.3 quels sont les acteurs qui doivent posséder un permis de dépôt pour stocker leurs produits.

## 4.2.2 LA GOMME MBEP

### 4.2.2.1 Modalité d'exploitation

- ◆ Elle nécessite l'obtention du permis d'exploitation auprès du service des Eaux et Forêts (Article R.19 du Code Forestier)
- ◆ Le montant de la redevance s'élève à 100 FCFA / Kg. Au cours des quarante dernières années, le taux de redevance est passé de 15 FCFA / Kg à 100 FCFA / Kg. Ce changement résulte de l'ouverture du marché pour la gomme Mbep et de l'augmentation des profits pour sa commercialisation.
- ◆ L'exploitation forestière de la gomme est assujettie à l'obtention d'une carte professionnelle d'exploitant forestier (Article R.26 du Code Forestier) Cette carte coûte 100.000 FCFA<sup>3</sup>.

### 4.2.2.2 Modalité de circulation

- ◆ Nécessite un permis de circulation délivré sur présentation du permis d'exploitation. (Article R.22 du Code Forestier). Ce permis est gratuit.

### 4.2.2.3 Modalité de dépôt

- ◆ Dans le cas où les produits doivent être stockés, il est obligatoire de se munir d'un permis de dépôt disponible auprès des Eaux et Forêts, sa délivrance est gratuite (Article R.24 du Code Forestier)<sup>4</sup>
- ◆ Sa durée de validité est de six mois

## 4.2.3 LE PAIN DE SINGE

### 4.2.3.1 Modalité d'exploitation

- ◆ Elle nécessite l'obtention du permis d'exploitation auprès du service des Eaux et Forêts (Article R.19 du Code Forestier)
- ◆ Le montant de la redevance s'élève à 15 FCFA / Kg. Durant les quarante dernières années, le taux de redevance du pain de singe est passé de 2 FCFA/Kg à 15 FCFA/Kg.

---

<sup>3</sup> Dans la partie 4.3.4, nous verrons quels sont les acteurs qui doivent se munir de la carte professionnelle d'exploitant forestier pour l'exploitation de la gomme Mbep.

<sup>4</sup> Dans les parties 4.2.4 (Pain de singe) et 4.3.3 (Gomme Mbep), nous indiquerons les différents cas rencontrés au cours de cette étude.

#### **4.2.3.2 Modalité de circulation**

- ◆ Nécessite un permis de circulation délivré sur présentation du permis d'exploitation (Article R.22 du Code Forestier). Ce permis est délivré gratuitement.

#### **4.2.3.3 Modalité de dépôt**

- ◆ Dans le cas où les produits doivent être stockés, il est obligatoire de se munir d'un permis de dépôt disponible auprès des Eaux et Forêts, sa délivrance est gratuite (Article R.24 du Code Forestier) <sup>3</sup>.

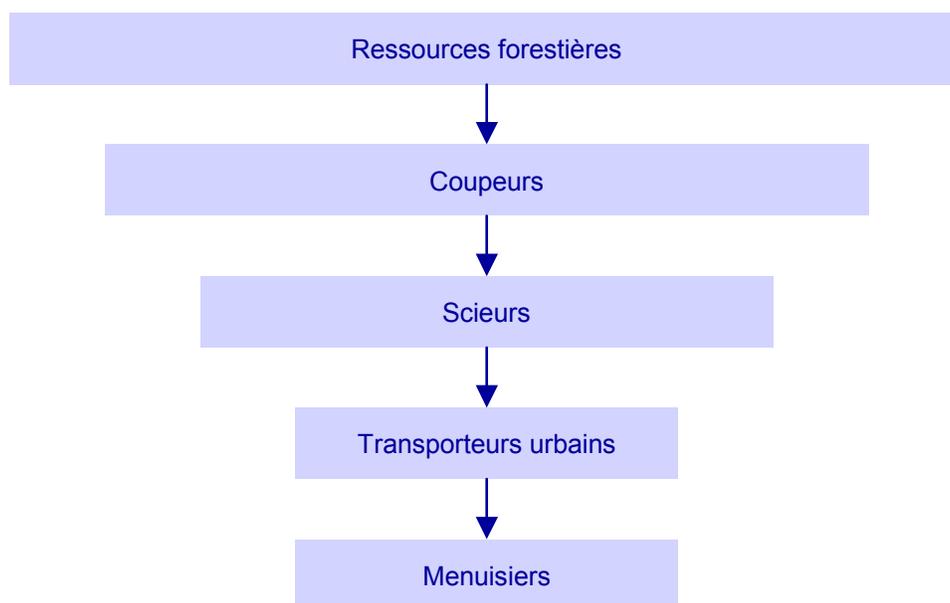
# 5 L'EXPLOITATION PRATIQUÉE

---

## 5.1 Le Bois de Vène

### 5.1.1 ORGANISATION DE LA FILIÈRE

Figure 1 : Circuit de commercialisation du vène



### 5.1.2 L'EXPLOITATION

Dans la majorité des cas, les coupeurs sont employés par les scieries (21 dans la ville de Tambacounda d'après le bureau de cartographie de l'Inspection Régional des Eaux et Forêts). Il apparaît d'après les estimations de la production dans la région de Tambacounda<sup>5</sup> que celle-ci est supérieure au nombre de

---

<sup>5</sup> Suite à un questionnaire réalisé auprès de cinquante menuisiers de la ville de Tambacounda, il a été révélé que les menuisiers utilisaient en moyenne 50 planches de vène (approximativement 5 troncs d'après les données recueillies) par mois en dehors de la période de la saison des pluies, c'est à dire pour une période de neuf mois. Le nombre officiel de menuisier dans la ville de Tambacounda est de 200. C'est le nombre de menuisiers qui est affilié à la chambre des métiers. Donc chaque menuisier utiliserait en moyenne  $50 \times 9 = 450$  planches de vène par an (c'est à dire approximativement 45 troncs). Le nombre de planches utilisées dans la ville de Tambacounda serait de  $200 \times 450 = 90.000$  soit environ 9.000 troncs. D'après ces données extrapolées, certes présentant sûrement une marge d'erreur non négligeable, il apparaît que le quota alloué à la région de Tambacounda ne couvre pas entièrement l'exploitation. D'autant plus que cette estimation ne prend en compte que les menuisiers présents dans la ville de Tambacounda et non ceux présents dans la région. Ce qui peut laisser penser que le nombre de troncs exploités est encore supérieur à celui calculé.

quota alloué et que cette exploitation est effectuée sur un certain nombre de sujet vivant (les menuisiers se plaignent que le bois n'est pas sec).

Le permis d'exploitation est pris en charge par les scieurs. Pour cela, ils doivent effectuer une demande auprès de la chambre des métiers de Tambacounda ou 80% des permis sont attribués. Les 20% restant sont attribués à des particuliers. Cependant dans les deux cas, le permis est à retirer auprès du service des Eaux et Forêts.

Une fois les planches débitées, celles ci sont vendues aux menuisiers. Les menuisiers, dans la ville de Tambacounda, sont au nombre de 200 comme il l'a été signalé ci dessus. Cependant, ce chiffre regroupe seulement les menuisiers affiliés à la chambre des métiers et tous les menuisiers ni sont pas présent comme le fait ressortir le questionnaire (50% des menuisiers interrogés n'étaient pas affiliés à la chambre des métiers). Les meubles confectionnés sont généralement vendus dans la région mais ils peuvent l'être en dehors également.

Concernant l'exploitation des feuilles du vène, celle ci se fait dans l'inégalité du fait de l'absence d'autorisation préalable du service des Eaux et Forêts dans la totalité des cas. Cependant elle semble admise du fait de leur libre commercialisation.

### **5.1.3 LA CIRCULATION DU PRODUIT**

La circulation du bois de vène sur le réseau routier n'est pas très importante du fait de l'interdiction de le transporter à l'état brut en dehors de la région. La présence des postes de contrôle forestier limite considérablement ces pratiques illégales. Cependant il arrive que des quantités relativement importantes de bois de vène soit embarquées en dehors des gares rendant les contrôles difficiles pour les brigades des agents des Eaux et Forêts. Des saisies ont été effectuées au cours de l'année 2003 dans les gares ferroviaires de Koussanar et Koumpentoum (d'après les informations recueillies dans le rapport du bilan de la campagne d'exploitation forestière 2003 de l'Inspection Régional des Eaux et Forêts de Tambacounda).

Pour pouvoir transporter leurs meubles, certains menuisiers payent eux-mêmes le permis d'exploitation afin d'obtenir le permis de circulation. En effet; faute de posséder un titre d'exploitation certifiant que le vène qu'ils ont utilisé ne provient pas de l'exploitation illicite, ils ne peuvent pas obtenir de permis de circulation. Le prix est le même, c'est à dire 35.000 FCFA.

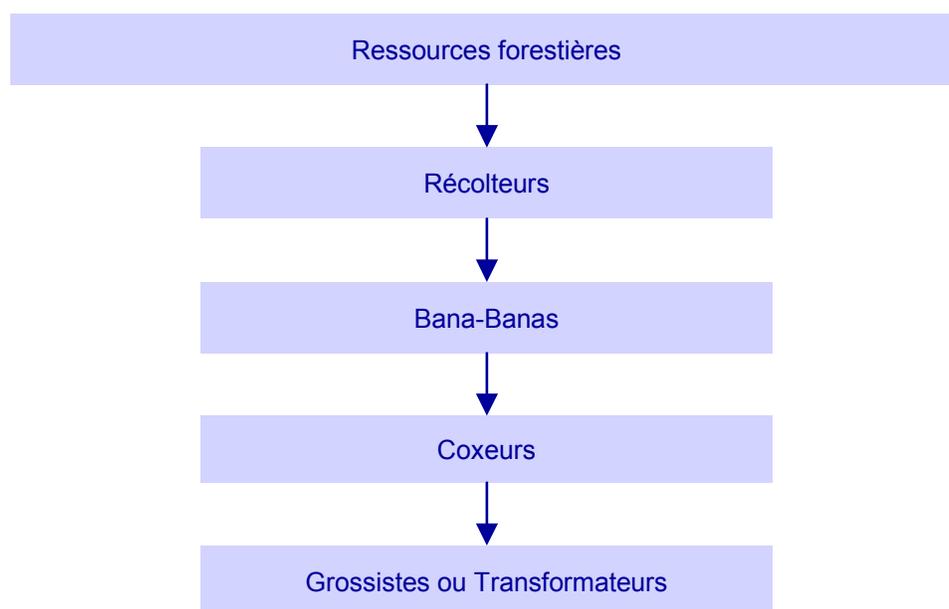
### **5.1.4 PERMIS DE DÉPÔT**

Les scieries ont pour obligation de se munir d'un permis de dépôt pour stocker les billes de vène. En réalité, dans certains cas, des troncs sont entreposés illégalement du fait de leur exploitation illicite. L'absence du permis d'exploitation empêche l'acquisition du permis de dépôt puisque celui ci est délivré gratuitement sur sa présentation.

## 5.2 Le Pain de Singe

### 5.2.1 ORGANISATION DE LA FILIÈRE

Figure 2 : Circuit de commercialisation du pain de singe



### 5.2.2 L'EXPLOITATION

Généralement la récolte s'effectue par les femmes et les enfants dans les villages. Ils vendent leur récolte aux Bana-Banas. Les Bana-Banas sont des commerçants-transporteurs qui peuvent acheter des produits sauvages aux exploitants locaux dans les villages ou dans les marchés hebdomadaires (loumas). Ensuite ils acheminent leur collecte vers les marchés urbains pour les revendre aux grossistes par l'intermédiaire de coxeurs. Ce sont eux qui se chargent de régler les taxes d'exploitations pour le pain de singe.

Aux marchés urbains, ils doivent passer par des intermédiaires, les coxeurs, pour revendre leur produit à des grossistes. Les coxeurs facilitent l'écoulement des produits sur le marché du fait des connaissances qu'ils ont sur les flux d'arrivée, les prix ... Ils prennent une commission de 2 FCFA / Kg de Bouye. Ensuite les grossistes revendent leur stock à des transformateurs, détaillants ...

Depuis l'année 2003, l'entreprise Baobab Fruit Compagny basé à Thies achète des coques entières de fruit de baobab dans la zone de Bala, Kothiary. Il l'utilise à des fins alimentaires, cosmétiques, pharmaceutiques.

### 5.2.3 LA CIRCULATION DU PRODUIT

Les Bana-Banas passent par le service des Eaux et Forêts pour obtenir un permis de circulation comme il l'est prévu par la loi. Cependant les transporteurs interrogés au cours de mon étude m'ont indiqué qu'ils payent des « visas » pour le permis de circulation à chaque poste de contrôle forestier. Les visas, d'après

eux, coûtent entre 1000 et 1500 FCFA. Le nombre de poste forestier pour un trajet de Tambacounda à Dakar est de 5, ils sont situés à Koussanar, Kaffrine, Koalack, Fatick et Bargny. Au passage de chaque poste forestier, les agents tamponnent le permis certifiant que le convoi est passé par eux. Ces informations ont été également mentionnées dans un rapport de l'ISRA (Institut Sénégalaise de Recherches Agricoles) sur Les Relations de Pouvoir le long de la filière des Produits Forestiers Non Ligneux (Alioune Dieng, Oumar Diop, Babacar Faye).

L'Article 31 de l'Arrêté fixant les modalités d'organisation de la campagne d'exploitation forestière 2004 indique que « *Les véhicules de transport de charbon de bois, de bois de chauffe et de bois d'artisanat, destinés à ravitailler Dakar doivent obligatoirement transiter par le Parc central de Bargny* ». Lors de leur passage dans la commune de Bargny, les transporteurs doivent également payer une taxe municipale dont le montant est de 2400 FCFA / tonne (ce prix est celui du Bouye et de la gomme Mbep), d'après les informations recueillies. Ce qui correspond pour un chargement de 30 tonnes (le plus fréquent) à une taxe de 72.000 FCFA.

D'autres communautés rurales commencent également à instaurer des taxes, c'est le cas de Koussanar qui a instauré une taxe de stationnement. Elle s'élève à 1.500 FCFA par camion chargeant du charbon, du bois d'artisanat ou du bois de chauffe. Actuellement les chargements des produits de cueillettes ne sont pas taxés.

#### **5.2.4 LE PERMIS DE DÉPÔT**

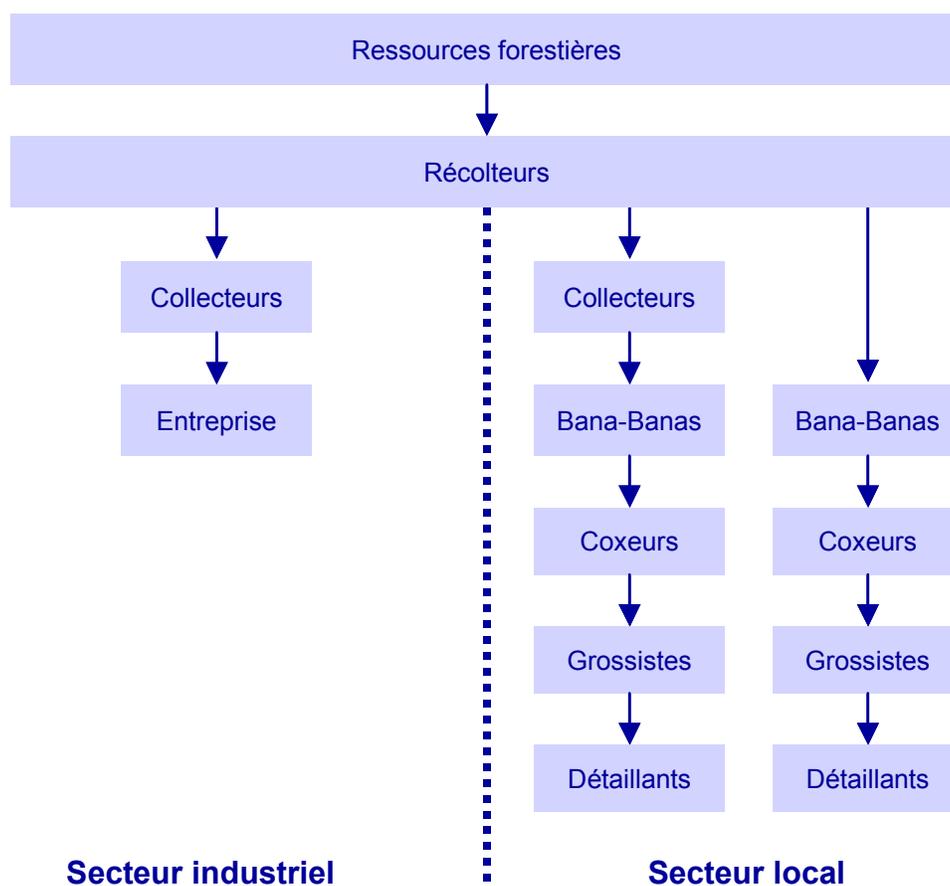
Pour entreposer leurs produits, les Bana-Banas vont au service des Eaux et Forêts retirer un permis de dépôt en présentant le permis d'exploitation ou le permis de circulation comme la loi le prévoit.

D'après cette étude, il apparaît que dans certain cas des personnes entreposent leur Bouye sans permis. Ils prennent en charge la redevance pour pouvoir transporter leur marchandise seulement et ne vont pas retirer de permis de dépôt pour l'entreposer.

## 5.3 La Gomme Mbepp

### 5.3.1 ORGANISATION DE LA FILIÈRE

Figure 3 : Circuit de commercialisation de la gomme Mbepp



### 5.3.2 L'EXPLOITATION

Les villageois exploitent la gomme Mbepp, cette activité peut être faite aussi bien par les hommes que par les femmes. Les zones de forte production dans la région de Tambacounda se situent à Koussanar, Malème Niani et à Missira. Les récolteurs possèdent des parcelles d'exploitation, l'ensemble des parcelles est réparti sur le territoire de la communauté rurale et elles se transmettent de père en fils. Ces parcelles sont délivrées par les chefs de village mais ne reposent sur aucune valeur juridique. Ce sont les lois traditionnelles qui réglementent la récolte de la gomme. Les saignées effectuées se font de préférence le matin et la récolte s'effectue environ 15 jours après. Cependant ils arrivent à certains producteurs lorsqu'ils reviennent sur leur lieu d'exploitation que la gomme a déjà été récoltée par une autre personne.

Les villageois écoulent leur produit majoritairement chez les collecteurs. Ce sont de petit commerçant qui achètent la gomme (on peut les retrouver dans la filière de l'acajou mais ils ne sont pas présents dans la majorité des filières des produits de cueillette), une fois qu'ils possèdent une quantité suffisante, ils vont

la vendre dans les loumas (marchés hebdomadaires). Parfois ils arrivent que ce soit les villageois eux-mêmes qui acheminent leur récolte au louma.

Les collecteurs vendent leur production à deux types d'acheteurs. Soit ce sont les bana-banas. Ceux ci s'approvisionnent de préférence dans les loumas du fait de la facilité d'accès ce qui réduit les coûts de transport. Les deuxièmes types d'acheteur sont les entreprises comme la SOCOGOMME ou la SETEXPHARM. Les collecteurs peuvent être employés par ces entreprises.

Deux secteurs de commercialisation ont été mis en évidence. Le premier étant le secteur industriel regroupant les entreprises de la SOCOGOMME et de la SETEXPHARM. Dans ce cas, se sont les entreprises qui se chargent de régler les taxes d'exploitation. Leur produit est pour la plupart destiné à l'exportation, principalement la France, pour le secteur pharmaceutique, alimentaire ... Ce sont ces entreprises qui prennent la carte professionnelle d'exploitation forestière<sup>6</sup>.

Le deuxième circuit permet d'alimenter la demande nationale. Dans ce cas se sont les Bana-Banas qui se chargent de régler les taxes d'exploitation. La suite du circuit de commercialisation est identique à celle décrite pour le Bouye. Pour le Lalo Mbep; les coxeurs prennent une commission de 5 FCFA / Kg de gomme.

### **5.3.3 LA CIRCULATION DU PRODUIT**

Les pratiques concernant le transport sont les mêmes que pour le pain de singe. Les transporteurs, d'après les informations, s'acquittent des visas à chaque poste forestier et payent une taxe municipale à la commune de Bargny.

### **5.3.4 LE PERMIS DE DÉPÔT**

Comme pour le pain de singe, les Bana-Banas sont obligés de posséder un permis de dépôt pour pouvoir stocker la gomme dans leur entrepôt. Il s'obtient au près du service des Eaux et Forêts après présentation soit du permis de circulation soit du permis d'exploitation.

---

<sup>6</sup> Voir partie 3.2.2.1 modalité d'exploitation de la gomme Mbep

# 6 PROBLEMES DE GESTION ET D'EXPLOITATION DE CES RESSOURCES / DEMARCHES A ENTREPRENDRE

---

D'après les informations précédentes, il apparaît des différences entre le droit forestier et son application. Un grand nombre de texte a permis d'avancer dans le processus de décentralisation, depuis quelques années, pour permettre aux populations locales de gérer leurs propres ressources naturelles. Cependant leur application reste toutefois difficile dans la réalité. Ces difficultés sont dues à des problèmes liés aux textes de lois, à des problèmes financiers auxquelles sont confrontées les communautés rurales et à des problèmes organisationnels. Par la suite nous essayons d'énumérer ces problèmes pour les trois filières d'exploitation que sont la filière vène, bouye et mbepp et d'établir des solutions.

## 6.1 Bois de Vène

### 6.1.1 PROBLÈMES D'ORDRE JURIDIQUE

L'un des problèmes est la limitation de législation organisant l'exploitation fourragère de cette essence, en effet d'après l'article R.61 du Code Forestier cette exploitation peut être effectuée seulement avec une autorisation des Eaux et Forêts. Cette autorisation peut être délivrée dans tous les bureaux des Eaux et Forêts. En pratique, il apparaît que l'exploitation se fait sans autorisation.

Deux raisons incitent à harmoniser la législation avec cette pratique. Premièrement, il semble que cette pratique soit acceptée car elle est indispensable pour l'alimentation du bétail lors des périodes de soudure parce que les feuilles de vène ont une bonne qualité fourragère. En effet, il n'est pas rare de voir pendant les périodes de récolte des individus transportant à bicyclette des feuilles de vène et vendant leur produit en ville (Tambacounda). Deuxièmement, d'après Petit s. (2000) qui a étudié l'impact des coupes sur la phénologie du *Pterocarpus erinaceus* dans trois terroirs de l'Ouest du Burkina Faso, il semblerait que l'émondage et en particulier un émondage répété plusieurs années consécutives diminue, voir empêche la fructification. L'absence de fructification peut avoir des conséquences sur la régénération de cette espèce. L'une des solutions pour améliorer et organiser cette exploitation est de l'autoriser pour mieux la contrôler.

#### Solution envisagée :

- ♦ Il est envisageable que les communautés rurales puissent instituer dans leur convention locale une taxe d'exploitation fourragère comme cela a été fait dans certaines localités pour le droit de paître. En effet comme le stipule l'article 30 de la loi n° 96-07 du 22 Mars 1996 du Code de la Décentralisation « *La communauté rurale reçoit comme compétence l'élaboration et la mise en oeuvre du plan*

*local d'action pour l'environnement* ». Cependant pour que ces règles puissent être mises en pratique, il est indispensable qu'elles soient reconnues juridiquement de façon à ce que les populations aient un moyen de coercition en cas de leur non-respect. Pour cela il est nécessaire de revoir la loi telle qu'elle est établie dans le présent Code Forestier.

Une telle décision permettra d'organiser l'exploitation donc de la gérer. De plus les communautés rurales pourront tirer profit de l'exploitation d'une partie des ressources de leur terroir.

#### **Obligations :**

- ◆ Informer les communautés rurales sur les lois qui sont en vigueur actuellement. Les sensibiliser afin d'établir certaine démarche pour améliorer cette exploitation.
- ◆ Reconnaissance du droit d'application de cette taxe au niveau des communautés rurales si elle est approuvée. Cette compétence doit être délibérée et approuvée par l'état.
- ◆ Pour cela, il est nécessaire de modifier une partie de l'Article 46 du Décret n° 96 1134 du 27 décembre 1996<sup>7</sup> stipulant que « *La dérogation susceptible d'être accordée pour l'abattage, l'arrachage, l'ébranchage des espèces partiellement ou intégralement protégées n'est pas de la compétence de la communauté rurale* ».

Un autre problème est le manque de clarification qu'il existe dans certain texte du Code Forestier. En effet l'Article L.10 du Code Forestier stipule que « *Dans les forêts du domaine national, les populations riveraines sont autorisées à exercer des droits d'usage portant sur :*

- ◆ *le ramassage du bois mort et de la paille*
- ◆ *la récolte des fruits, de plantes alimentaires ou médicinales, de gommés, de résines et de miel ;*
- ◆ ***le parcours de bétail, l'émondage et l'ébranchage des espèces fourragères***
- ◆ *le bois de service destiné à la réparation des habitats »*

Le vène étant utilisé comme ressource fourragère par une bonne partie des éleveurs, cette espèce est considérée comme espèce fourragère. Le droit des populations riveraines à émonder cette espèce fourragère s'oppose à l'Article R.61 indiquant que « *...les espèces partiellement protégées ne peuvent être abattues, ébranchés ou arrachées sauf autorisation préalable du service des Eaux et Forêts* » puisque le vène est considéré comme une espèce partiellement protégée d'après la liste de l'Article R.63.

#### **Solution :**

- ◆ Il est indispensable de clarifier les textes sur les droits d'exploitation des espèces fourragères. Le vène n'est pas le seul exemple. Il existe des cas similaires pour des espèces protégées comme *Celtis integrifolia* ou les feuilles et rameau donnent du fourrage pendant la saison sèche ou pour des

---

<sup>7</sup> Le Décret n° 96 1134 portant application de la loi portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales, en matière d'environnement et de gestion des ressources naturelles.

espèces partiellement protégées comme *Acacia raddiana*, *Acacia senegal*, *Faidherbia albida*, *Moringa olifeira*, *Ziziphus mauritania* et *Grewia bicolor*.

- ◆ Il est peut être nécessaire de préciser dans l'article L.10 que ce droit d'usage n'est pas permis concernant les espèces partiellement ou intégralement protégées.

### **6.1.2 PROBLÈMES D'ORDRE ORGANISATIONNEL**

Actuellement l'exploitation du bois de vène s'effectue la plupart du temps sur des sujets vivants. Cependant cette activité est interdite comme le stipule l'article 12 de l'arrêté fixant les modalités d'organisation de la campagne forestière 2004 «...*l'exploitation du bois de vène*

*est effectué dans le cadre des quotas de bois d'artisanat...elle porte exclusivement sur des*

*espèces de bois mort* ». De plus les quotas d'exploitation sont difficilement respectés, dans la région de Tambacounda, comme il l'a été indiqué dans la partie 4.1.2 (L'exploitation du bois de vène).

Ces dérives sont dues principalement à la difficulté de contrôle de ces exploitations et par le non respect du livre-journal, mis en place par le Service des Eaux et Forêts, dans les scieries (Article R.25 du Code Forestier « *Toute scierie ou établissement utilisant du bois brut comme matière première doit tenir sur les lieux mêmes de l'usinage un livre-journal...* »).

#### **Solutions envisagées :**

- ◆ Il semble indispensable dans l'avenir d'impliquer les communautés rurales dans la fixation et la gestion des quotas d'exploitation des forêts communautaires ou celles qui leurs ont été concédées. Ce moyen permettrait un contrôle plus efficace des exploitations et contribuerait à l'implication des populations dans la gestion de leur terroir. Cela peut s'obtenir par la mise en place de plan d'aménagement dans les communautés rurales. En effet comme le stipule l'Article 12 de l'arrêté fixant les modalités d'organisation de la campagne forestière 2004 « ***A l'exception des produits provenant des forêts aménagées, l'exploitation du bois de vène n'est autorisée que dans le cadre du quota de bois d'artisanat, dans les régions de Kolda, de Tambacounda et de Ziguinchor; elle porte exclusivement sur des sujets morts*** ». Dans les communautés rurales possédant un plan d'aménagement, l'exploitation du bois de vène n'est pas limitée par les quotas comme l'indique l'article ci dessus. De cette façon, les communautés rurales peuvent gérer elles mêmes cette exploitation pour en tirer des profits plus important.
- ◆ Lorsque la ressource est suffisante, il serait possible d'autoriser l'abattage de sujet vivant.

#### **Obligations :**

- ◆ Répertorier les ressources disponibles de façon à évaluer le niveau d'exploitation possible. Cette évaluation peut être faite par les représentants des communautés rurales concernées en partenariat avec des agents des Eaux et Forêts et avec l'appui de certain membre de l'équipe « Wula Nafaa ».

- ◆ Organiser les communautés rurales de façon à ce qu'elles puissent prendre en charge les quotas d'exploitation. Il est nécessaire qu'elles établissent des plans d'aménagement sur leur terroir de façon à avoir une autonomie plus importante dans la gestion de leurs ressources naturelles (activités entreprises par le projet « Wula Nafaa »).

Il existe également certaine tension entre les agents des Eaux et Forêts et les différents acteurs. Comme le stipule l'Article L.69 « *Les agents des Eaux et Forêts assermentés, les agents commissionnés des Eaux et Forêts assermentés revêtus de leur uniforme ou munis des signes distinctifs de leurs fonctions, peuvent s'introduire dans les entrepôts, magasins, menuiseries et chantiers pour y exercer leur surveillance ou rechercher le corps des infractions ou les produits venant de ces infractions* ». Face à cette situation, certains menuisiers ont fait part de leur inquiétude. Ils ne comprennent pas pourquoi se sont eux qui sont réprimandés alors que ce n'est pas à eux de payer le permis de coupe mais aux exploitants.

#### **Solutions :**

- ◆ Il est nécessaire d'établir des réunions de concertation entre les menuisiers, les exploitants et le service des Eaux et Forêts pour discuter des problèmes existant au sein de cette filière.
- ◆ D'après l'enquête, la plupart des menuisiers m'ont affirmé qu'ils seraient prêts à payer un montant d'environ 1000 FCFA mensuel pour faciliter le reboisement du vène. Sachant que le nombre de menuisier à Tambacounda est de 200 officiellement, il serait possible d'obtenir 2.400.000 FCFA / an. Ce type de prélèvement pourrait être élargi à l'ensemble des artisans de la région. Ce montant correspond à 49% des recettes effectuées au cours de la campagne d'exploitation de l'année 2003 pour l'exploitation du bois de vène à usage de menuiserie dans la région de Tambacounda.

Un autre problème rencontré repose sur le fait que les menuisiers de la région de Tambacounda travaillent exclusivement sur le bois de vène ce qui augmente les pressions exercées sur la ressource.

#### **Solution :**

- ◆ Trouver une essence de substitution pouvant être utilisée à usage de menuiserie, de façon à limiter les pressions exercées sur *Pterocarpus erinaceus*. Pour qu'une telle démarche puisse être adoptée il faudrait que cette essence puisse se développer dans la région et qu'elle possède également une bonne qualité de menuiserie. Il faut aussi une volonté des artisans de substituer le travail du vène, en partie, à un autre bois.

### **6.1.3 PROBLÈMES SUR LE PLAN FINANCIER**

Les lois de décentralisation ont permis d'apporter les outils administratifs nécessaires aux communautés rurales pour l'appropriation de leurs ressources. Cependant le manque de moyen ne permet pas l'application de ces textes. Cette faiblesse de ressources affecte tout le fonctionnement pour la gestion des ressources naturelles par les communautés rurales.

**Solutions envisagées :**

- ◆ De la même façon que pour les quotas, il semble possible d'impliquer les communautés rurales dans l'établissement et la gestion des prix des permis d'exploitations du vène.
- ◆ Il semblerait également de droit qu'une partie des recettes domaniales tirées de l'exploitation du bois de vène situées sur les territoires administratifs des communautés rurales leur soient redistribuée.

**Obligation :**

- ◆ Interpeller les autorités compétentes sur l'utilité du transfert d'un tel droit et sur le fait qu'une partie des recettes domaniales peut être redistribuée aux communautés rurales pour favoriser l'application d'une gestion durable et rationnelle des ressources naturelles.

#### **6.1.4 OPPORTUNITÉS À VALORISER**

L'organisation des menuisiers au sein de la chambre des métiers permet d'attribuer exclusivement les quotas de la région à l'artisanat local et donc de limiter une exploitation à but d'alimenter les marchés de Dakar ou d'autres villes où la demande est importante.

La mise en place d'une filière d'importation au niveau de la région de Tambacounda par le service des Eaux et Forêts permettrait de limiter l'exploitation en augmentant l'offre face à la demande très importante dans la région du fait du nombre élevé de menuisier dans la ville de Tambacounda.

## **6.2 Gomme Mbepp**

### **6.2.1 PROBLÈME D'ORDRE JURIDIQUE**

Concernant la circulation des produits forestiers, il semble nécessaire de vérifier les informations recueillies aux niveaux des différentes sources cités au dessus (Transporteurs, Rapport). Dans le cas où ces pratiques existent, il semble nécessaire de les réglementer ou de les supprimer suivant la décision des autorités compétentes.

**Solutions envisagées :**

- ◆ Nécessité de recouper les informations recueillies pour confirmer ou non l'établissement de ces pratiques.
- ◆ Si elles existent réellement, les transporteurs et les responsables des Eaux et Forêts doivent être réunis pour trouver une entente concernant la poursuite ou non de ces pratiques.

## 6.2.2 PROBLÈMES D'ORDRE ORGANISATIONNEL

Il apparaît dans la majorité des cas que les arbres sont exploités trop intensivement ce qui conduit au dépérissement et à la mort de l'arbre. Les pratiques d'extraction de la gomme doivent être améliorées si l'on veut maintenir la contribution de cette exploitation aux populations qui en tirent profit.

### Solutions envisagées :

- ◆ Apporter une formation d'ordre technique aux exploitants de façon à exercer une récolte dans le respect d'une exploitation durable. Cette démarche a été entreprise par le projet « Wula Nafaa » dans le cadre d'une formation générale sur les différents problèmes pouvant être rencontrés dans la filière d'exploitation de la gomme Mbep.
- ◆ Il est également possible de stipuler dans les conventions locales qu'elles sont les pratiques autorisées concernant la récolte de la gomme. Cette initiative a été prise dans le Code local relatif à l'organisation des populations et aux modalités de gestion de la Forêt classée de Paniates comme il est indiqué dans l'Article 13 « ...la récolte de la gomme devra se soumettre à 3 règles précises :
  - *L'incision ne devra pas dépasser le quart de la circonférence de l'arbre.*
  - *Il est strictement interdit d'utiliser le feu pour augmenter l'écoulement.*
  - *La récolte aura lieu une fois, tous les 3 ans ».*
- ◆ D'après la loi n° 96-06 du 22 Mars 1996 portant Code des Collectivités. L'article 193 stipule d'après l'alinéa 18 que « *Le conseil rural a pour compétence l'organisation de l'exploitation de tous les produits végétaux de cueillette et des coupes de bois* » Les communautés rurales pourraient refuser ou accorder l'exploitation des *Sterculia setigera* situé dans leur domaine de compétence en fonction de la disponibilité et de l'état de la ressource. S'il est identifié que cette espèce et à protéger pour ne pas compromettre sa régénération alors cette décision devra être indiquée dans la convention locale établie par la communauté rurale en question.

### Obligation :

- ◆ Il est nécessaire d'évaluer les ressources disponibles de façon à mettre en place un plan d'exploitation durable. Dans un premier temps dans les communautés rurales où les revenus des villageois dépendent majoritairement de la vente de la gomme de Lalo Mbep et dans un deuxième temps dans les autres communautés rurales de la région. Cette évaluation peut être faite par les représentants des communautés rurales concernées en partenariat avec des agents des Eaux et Forêts et avec l'appui de certains membres de l'équipe « Wula Nafaa ».
- ◆ Il faut également que les communautés rurales mettent en place des conventions locales organisant l'exploitation de la gomme comme le reste des autres produits comme les textes de décentralisation leur en donne le droit.

### **6.2.3 PROBLÈMES SUR LE PLAN FINANCIER**

Concernant les problèmes financiers, ils ne sont pas spécifiques à la filière mais sont plutôt généraux à la gestion des ressources naturelles par les communautés rurales. Ce problème est abordé dans la partie traitant des problèmes d'ordre général (Partie 5.4.3).

### **6.2.4 OPPORTUNITÉS À VALORISER**

Depuis peu, des réseaux de producteurs ont été créés par le projet « Wula Nafaa ». Ces réseaux sont au nombre de 10 et sont répartis entre Koussanar (6) et Malème Niani (4). Ils permettent de regrouper les récolteurs pour mieux organiser la filière. Il serait bon de poursuivre la création de tels réseaux pour que les producteurs aient un poids plus important lors de l'établissement des prix avec les différents acheteurs.

## **6.3 Le Pain de Singe**

### **6.3.1 PROBLÈMES D'ORDRE JURIDIQUE**

Ces problèmes sont équivalents à ceux rencontrés pour l'exploitation de la gomme Mbepp. Ils sont principalement localisés dans la circulation du produit. Les solutions envisagées sont les mêmes que pour la filière de la gomme Mbepp.

### **6.3.2 PROBLÈMES D'ORDRE ORGANISATIONNEL**

L'exploitation systématique de la totalité des fruits de Baobab par les villageois peut à long terme empêcher le processus de régénération naturelle. De plus, la récolte des fruits à coque entière pour Baobab Fruit Compagny peut empêcher la dissémination des graines et interrompre le processus de régénération.

#### **Solutions envisagées :**

- ◆ Sensibiliser les acteurs sur la nécessité de laisser un nombre minimum de fruit sur l'arbre pour essayer de favoriser une régénération de l'espèce.
- ◆ Créer des pépinières communautaires produisant un certain nombre de pieds de baobab. Ces pépinières pourraient être mises en place par les écoles. Cela permettrait d'impliquer les élèves dans la gestion des ressources naturelles et par la même occasion de les sensibiliser.

### **6.3.3 PROBLÈMES SUR LE PLAN FINANCIER**

Dans le même cas que pour la gomme Mbepp, les problèmes financiers ne sont pas spécifiques à la filière. Ils sont plus d'ordre général et sont abordés par la suite (Partie 5.4.3).

### **6.3.4 OPPORTUNITÉS À VALORISER**

Lors de la récolte de pain de singe de l'année 2003, le projet a aidé les populations à créer des Groupements de Producteurs de Baobab (G.P.B) dans ses zones d'intervention. La création de tels groupements a pour but d'organiser la récolte (Réglementation des périodes de récolte), de créer des points de collecte pour faciliter la commercialisation et d'augmenter le revenu des producteurs. Les producteurs ensemble ont une force plus importante lors de l'établissement des prix avec les acheteurs potentiels.

Dans la zone de Bala, où intervient le projet, 34 Groupement de Producteur de Baobab ont été créés dans les communautés rurales de Kothiary, Koulor et Dougué.

La mise en place de telles structures permet d'initier un esprit d'entreprise aux populations et de les responsabiliser dans la gestion de leurs « marchés » et de leurs ressources naturelles. Il est nécessaire de renforcer de telles structures et de les élargir à d'autres communautés dans lesquelles la récolte de baobab se pratique.

Des formations de transformation du pain de singe (poudre de Bouye) ont également été entreprises par le programme pour apporter les connaissances techniques suffisantes aux populations locales pour pouvoir augmenter la valeur de leur produit.

## **6.4 Problèmes d'Ordre Général**

### **6.4.1 PROBLÈMES D'ORDRE JURIDIQUE**

Un certain nombre de textes régissant la gestion forestière au niveau communautaire présente des lacunes qui sont exposées par la suite.

Tout d'abord la redistribution de 70% des produits des amendes, confiscations, restitutions, dommages-intérêts et contraintes se fait au profit de la collectivité locale gestionnaire de la forêt dans laquelle l'infraction a été relevée et à l'état s'il s'agit d'une infraction dans le domaine de l'état comme il est stipulé dans le code forestier d'après l'article R.64 du Code Forestier. Cependant il est peut être nécessaire de revoir la loi de façon à ce que cette redistribution ne se fasse non au profit de la collectivité locale ou l'infraction a été relevée mais où elle a été commise.

#### **Solution envisagée :**

- ◆ Il est peut être nécessaire de revoir la loi de façon à ce que cette redistribution ne se fasse non au profit de la communauté rurale ou l'infraction a été relevée mais où elle a été commise. De plus il faudrait que les agents verbalisateurs n'oublient pas d'indiquer le lieu de la verbalisation pour que les communautés rurales concernées puissent recevoir le pourcentage qui leur est dû.

Concernant l'autorisation préalable de toute coupe d'arbres, celle ci est délivrée par le Président du conseil rural de la communauté rurale concernée comme l'indique l'Article 46 du Décret n° 96 1134 du 27 décembre 1996 ( Voir (2) partie 5.1.1 ). Ce pouvoir accordé au Président de la communauté rurale

peut conduire à un certain nombre de dérives puisque cette décision ne repose que sur un seul individu et peut être prise malgré le refus du conseil rural.

**Solution envisagée :**

- ◆ Modifier la loi afin que la décision d'accorder une coupe sur le territoire de la communauté rurale soit prise par le conseil rural et non pas simplement par le président.

En matière de défrichement l'autorisation est délivrée par le président du conseil régional après avis du conseil rural concerné comme le stipule l'Article 24 du Décret n° 96 1134 du 27 décembre 1996 ( Voir (2) partie 5.1.1 ). Malgré la volonté d'une plus grande responsabilité des communautés rurales sur leurs terroirs, il existe encore certains pouvoirs de décision qui n'ont pas été transférés aux communautés.

**Solution envisagée :**

- ◆ La décision de défrichement devrait être délivrée par le conseil rural sur avis technique du service des Eaux et Forêts.

D'après le code forestier, les espaces forestiers se répartissent en deux sous catégories. Il y a le domaine forestier de l'état regroupant les zones classées comprenant les forêts classées, les réserves sylvo-pastorales, les périmètres de reboisement et de restauration, les parcs nationaux, les réserves naturelles intégrales et les réserves spéciales. Ce domaine peut être cogérer sur la demande des communautés rurales. La deuxième partie regroupe les espaces forestiers hors du domaines de l'état, ceux ci comprennent les forêts régionales, communales et communautaires. Ces deux catégories font partie du domaine national. L'état en est le propriétaire terrien comme le stipule l'Article L.2 du Code Forestier « *Toutefois, si des formations forestières ont été régulièrement implantées sur le domaine national sous forme de plantations individuelles en plein, d'alignement et d'abris, elles sont la propriété des personnes privées, physiques ou morales, qui ont réalisées, à l'exclusion de toute appropriation du terrain du domaine national* ». Cet article limite les investissements privés faute de sécurité foncière et il ne permette pas non plus d'accéder aux crédits.

**Solution envisagée :**

- ◆ Il est peut être nécessaire d'accorder une reconnaissance juridique au niveau de l'aménagement forestier comme il l'a été fait pour l'amodiation de la chasse avec la mise en place du cahier des charges. L'investisseur pourrait s'entendre avec la communauté rurale concernée pour une autorisation d'utilisation de la terre sur une durée déterminée.

#### **6.4.2 PROBLÈMES D'ORDRE ORGANISATIONNEL**

Le problème majeur sur le plan de l'organisation d'une bonne gestion des ressources naturelles et l'absence de connaissance des acteurs locaux des droits qui leurs sont attribués.

**Solution envisagée :**

- ◆ Former les acteurs locaux pour qu'ils puissent maîtriser les outils nécessaires à l'appropriation de la gestion des espaces forestiers. Toutefois il est a noter que depuis un certain nombre d'années

un grand nombre de projets se sont attelés à cette tâche, c'est le cas également du projet Ag/GRN. Cependant il y a encore un chemin important à parcourir avant que l'ensemble des acteurs maîtrisent les textes.

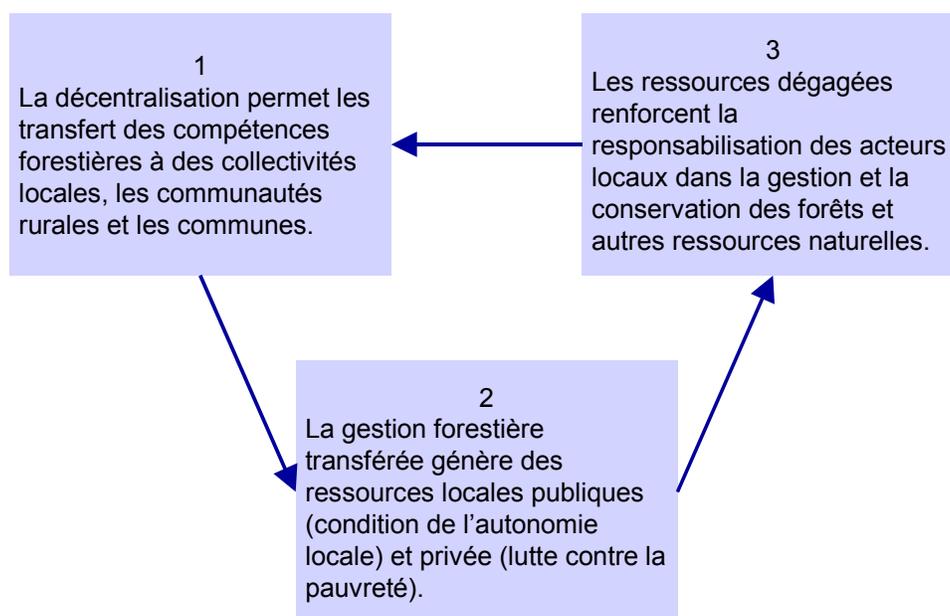
### 6.4.3 PROBLÈMES SUR LE PLAN FINANCIER

Un certain nombre de constat peut être fait sur le plan financier. Malgré le transfert d'un grand nombre de compétences aux communautés rurales, leur application reste extrêmement difficile face au manque de moyens.

Normalement les collectivités locales, au même titre que l'état, peuvent passer des contrats avec des personnes physiques ou morales sur le domaine forestier dont elles ont la gestion. Cependant le manque de moyen ne leur permet pas de passer ces contrats ce qui limite leur domaine d'intervention. Donc l'absence de personnel compétent ne peut pas être comblée.

Le schéma illustré ci dessous indique les interactions qui doivent se mettre en place lors d'une gestion forestière décentralisée. Ce schéma est tiré d'une étude effectuée par le DGL Felo (Décentralisation et Gouvernance Locale) « Synthèse de l'étude sur les retombées financières de l'exploitation forestière pour les collectivités locales » en octobre 2003.

**Figures 4 : Interactions des éléments structurant la gestion forestière décentralisée**



D'après ce schéma, il est clair que si les communautés rurales n'ont pas de moyen financier, elles ne peuvent pas exercer leur compétence dans la gestion forestière. Autrement dit, elles ne peuvent pas en tirer profit. Donc leur responsabilisation n'est pas renforcée et elles ne peuvent pas établir d'autres démarches leur permettant de progresser. L'absence d'aide ou de versement d'une partie des taxes et redevances bloque l'ensemble du processus.

**Solutions envisagées :**

- ◆ Une redistribution plus équitable des recettes domaniales entre l'état et les collectivités locales dans lesquelles la gestion est effectuée permettrait de combler une partie de ce problème.
- ◆ Une application plus rigoureuse des textes permettant le transfert de 70% des recettes contentieuses devra être effectuée (Article R.64 du Code Forestier). En effet actuellement, la majorité de ces recettes n'est pas redistribuée à cause de la méconnaissance des communautés rurales des droits qu'ils leur sont attribués et à cause de l'absence indication du lieu de la contravention par les agents verbalisateurs.
- ◆ Cette redistribution devra s'effectuer également sur les recettes contentieuses de chasse et sur les droits d'amodiation des zones de chasse.
- ◆ Revoir le niveau des taxes et redevances établies actuellement. Est-ce que le montant reflète la valeur de la ressource ?
- ◆ Il est peut être envisageable de mettre en place un fond forestier local pour financer le reboisement, les aménagements forestiers... Une telle démarche faciliterait la mobilisation des ressources financières nécessaires à une meilleure gestion des ressources naturelles.

**Obligation :**

- ◆ Il est impératif que l'Etat prenne conscience de la difficulté des communautés locales à appliquer leurs droits actuels. Ces problèmes de base bloquent l'ensemble du processus de gestion des ressources naturelles.

# 7 CONCLUSION

---

Cette étude ressort un certain nombre d'insuffisances concernant la gestion durable des ressources et de l'exploitation des produits que sont le bois de vène, le pain de singe et le Lalo Mbepp. Malgré la volonté des autorités de transférer la gestion des ressources naturelles aux collectivités locales, il subsiste un certain nombre de contradictions. Certaines de ces barrières ont été mentionnées dans ce rapport cependant elles ne sont représentatives que des tendances actuelles. L'objectif, ici est de pouvoir diminuer leurs incidences, de pouvoir les prévenir par une gestion décentralisée et participative et de les minimiser. Pour qu'une politique de développement soit durable, il est nécessaire d'apporter les outils nécessaires aux collectivités locales pour la résolution de ces problèmes. Une partie de ces outils a été apportée à ces collectivités cependant il y a encore un certain nombre de démarche à faire.

Il est nécessaire d'harmoniser les lois avec la réalité de façon à donner aux collectivités locales tous les éléments dont elles ont besoin pour pouvoir gérer au mieux leurs ressources naturelles et leur environnement. Il est également important qu'elles bénéficient pleinement des retombées économiques de l'exploitation de ces ressources.

Le projet « Wula Nafaa » essaye apporter des éléments de réponses à ces contradictions, cependant l'objectif ne sera atteint que s'il y a un certain nombre d'aménagements aux lois existantes.

Des études similaires à celle ci pourraient être effectuées sur des produits ciblés par le projet « Wula Nafaa ». C'est le cas du Madd ou du Bambou, par exemple, présent dans la zone d'intervention de Kédougou. Ces études pourraient permettre d'améliorer l'organisation de l'exploitation de ces produits forestiers et de renforcer leur contribution aux populations locales.

# ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE MENUISIER

---

Quels nombres de planches achetez-vous / mois ?

Quel prix les achetez vous (prix / planche) ?

Achetez-vous des troncs ? Si oui, à quel prix ?

Savez vous de quel endroit provient le vène ?

Payez-vous des taxes forestières ?

Quelles sont vos charges, à quel montant s'élèvent-elles dans le mois ?

Idem pour les frais de manutention (salaire des employés) ?

Depuis combien de temps êtes vous menuisier ?

Où étiez vous avant de faire ce métier ?

Avez vous remarquez une évolution depuis que vous travaillez ?

Quels sont les problèmes que vous rencontrez le plus fréquemment dans votre métier ?

Est-ce que vous pensez à des solutions ?

Faites vous parti de la fédération affiliée à la chambre des métiers ?

Si oui, quels avantages en tirez-vous ?

Etes vous près en contre parti de l'utilisation du bois de vène à payer une taxe de 3000 ou 4000 FCFA / mois pour favoriser le reboisement de cet arbre qui est en voie de disparition